

Une France moins xénophobe ?

par Vincent Tiberj

On pourrait croire que les attentats islamistes favorisent le vote d'extrême droite, en confortant des tendances xénophobes et autoritaires au sein de la population. Les données disponibles sur les opinions des Français et la tolérance qu'ils professent dressent pourtant un tableau plus nuancé.

Les attentats de janvier 2015, de novembre 2015 et de juillet 2016 ont marqué les Français. Ils ont choqué, entraîné des manifestations spontanées ou non, des minutes de silence improvisées ou institutionnalisées, et suscité des besoins d'interprétation et de cadres d'analyse (Truc, 2016). En cela la situation ressemble à celle qu'ont connue les Américains après le 11-Septembre, les Espagnols après l'attaque de Madrid en 2004 ou les Anglais après les attentats de Londres en 2005.

Cet article s'attachera à cerner le rôle des cadrages (Lyengar, Kinder, 1987) autour de ces événements et de l'impact que ces cadrages ont sur les citoyens. Par cadrage, on entend la manière dont les différents acteurs médiatiques, politiques ou sociaux, permettent à l'événement de faire sens. L'hypothèse défendue ici est que les attentats en tant qu'événement ne produisent pas de dynamiques d'opinion particulières ni, automatiquement, un repli sur soi. Les citoyens réagissent à la manière dont ces événements sont analysés et traduits par les élites politiques. Ce n'est par exemple pas la même chose de cadrer les auteurs des attentats comme des musulmans ou des djihadistes, notamment pour l'ensemble de la communauté des croyants ayant foi en l'Islam et leur acceptation ou leur rejet par les Français.

Pourquoi, alors qu'on pouvait craindre une résurgence de la xénophobie et du rejet des musulmans après les attentats qui ont récemment frappé la France, celle-ci semble ne pas avoir eu lieu ? Pour répondre à cette question, on s'appuiera ici sur des données d'opinion. Comme pour toute analyse fondée sur des sondages, il convient de rester prudent. Mais le fait est que ces données viennent contredire une vision par trop alarmiste des réactions de la société française aux attentats. Nous avons collectivement résisté alors même que d'autres

signes auraient pu faire craindre l'inverse. La montée des actes islamophobes constatée par le Ministère de l'Intérieur signalait un durcissement de la situation, mais il ne faut pas extrapoler le comportement de militants xénophobes qui sont passé à l'acte à l'ensemble de la société. De la même façon, heureusement, les préjugés racistes n'induisent pas nécessairement de comportements violents. Si les résultats élevés du Front national dans plusieurs régions en décembre 2015 et sa qualification au second tour de la présidentielle pourraient être interprétés comme un durcissement de l'opinion, on peut aussi se demander si l'essentiel des votes FN ne trouvait pas sa source bien avant et au delà des attentats. De plus, à côté des dynamiques d'opinion qui vont être analysées ici, il faut se souvenir des manifestations du 11 janvier 2015, les plus importantes depuis la Libération. Rien ne laissait prévoir qu'elles auraient une telle ampleur et se démarqueraient autant des défilés anti-immigrés qu'ont connus plusieurs pays européens (par exemple ceux de Pegida en Allemagne). Quoi qu'il ait pu y voir Emmanuel Todd, qui a analysé ces manifestations comme une mobilisation visant à « humilier les faibles de la société que sont les immigrants » (Todd, 2015), le fait est que les *Charlie* de la rue appartenaient aux franges les plus ouvertes et instruites de la population française : les manifestants étaient plus souvent de gauche, voire très à gauche, plutôt jeunes et urbains. Et surtout, ils n'étaient pas xénophobes (Mayer, Tiberj, 2016).

Pour comprendre pourquoi les citoyens français n'ont pas été pris dans une « dynamique autoritaire » (Stenner, 2005), il convient de revenir d'abord sur la question des préjugés et des valeurs et sur l'approche qui en fait trop souvent des traits pérennes des individus. Une fois mises en lumière les caractéristiques évolutives des normes et du rapport aux autres, il faut se pencher sur le rôle déterminant du cadrage pour comprendre pourquoi certains événements produisent du racisme et de la xénophobie et d'autres non. Ainsi pourrait-on, finalement, mieux comprendre les dynamiques d'opinion après les attentats des dernières années.

Et pourtant les valeurs bougent...

Les chercheurs qui travaillent sur les valeurs en général et les préjugés en particulier partagent souvent une conception qu'on pourrait qualifier de « stabiliste ». Comme l'écrit Ronald Inglehart, « dans une large mesure, les valeurs fondamentales de chacun reflètent les conditions qui prévalaient dans nos années pré-adultes et ces valeurs changent principalement à travers le renouvellement générationnel des populations » (2006 : 131, traduction par l'auteur). L'essentiel se jouerait lors des premières années, dans ce que les sociologues de la socialisation appellent les « années d'impression » (Alwin, Krosnick, 1991). C'est bien cette conception qui est à l'œuvre dans la théorie de la personnalité autoritaire développée par T. Adorno et ses collègues (1950), un type de personnalité marquée par l'autoritarisme, le conservatisme social, la vision traditionnelle du rôle des femmes, le fascisme et

l'antisémitisme¹. Cette personnalité serait le produit de la socialisation familiale, dans une logique freudienne de rapport au père et à son autorité. De fait, quand on analyse le rapport à l'immigration ou à l'autorité, très souvent les générations les plus anciennes, notamment celles nées avant la Seconde Guerre mondiale, se démarquent par des positions particulièrement conservatrices.

Pourtant la thèse de la stabilité des valeurs est difficilement soutenable quand on constate combien les réponses des citoyens peuvent varier selon l'énoncé des questions dans les enquêtes d'opinion relatives aux valeurs, ou être sensibles aux « effets de halo » des questionnaires, quand l'ordre des questions contamine les réponses à celles qui suivent par exemple. Ces variations ne s'observent pas que sur des questions secondaires, sur des points obscurs de l'actualité politique, mais aussi sur des sujets majeurs, tant pour les individus que les sociétés, par exemple le soutien à l'avortement, qui peut varier de 7 points selon que le questionnaire fait référence ou pas aux valeurs traditionnelles ou au viol (Tourangeau, Rasinski, Bradburn et d'Andrade, 1989). Cette sensibilité au contexte d'enquête montre que derrière ces énoncés, c'est l'existence même d'un système de valeurs stable et structuré qui est sujette à caution. Plus souvent qu'on le croit, les individus ne sont pas cohérents, rejetant certaines minorités, mais pas d'autres, ou leurs croyances ne sont pas stables, leur degré d'aversion pouvant s'exprimer à un moment et pas un autre. Par exemple un même individu pouvait s'opposer au *busing* aux États-Unis (une politique qui visait à amener des élèves africains-américains dans les écoles « blanches ») à un moment, mais s'y déclarer favorable lors d'une vague d'enquête postérieure. Dans le meilleur des cas, les individus arbitrent entre différentes valeurs au moment de faire un choix, mais souvent ils n'ont aucune conscience de leurs propres conflits de valeurs.

Ces conflits de valeurs, ces incohérences se retrouvent aussi quand on travaille sur l'autoritarisme ou les préjugés raciaux. Ils sont eux aussi touchés par des effets de contexte, comme l'illustrent les travaux critiques qui réinterrogent la personnalité autoritaire. Ils montrent qu'une grande partie des individus autoritaires ne le deviennent que si une « dynamique autoritaire » s'enclenche. Autrement dit cette attitude est le produit de certains contextes politiques et sociaux (Stenner, 2005). L'autoritarisme qu'on peut détecter chez certains individus n'est pas une constante dans leur système d'attitudes, il n'apparaît que dans certaines circonstances historiques, notamment quand les élites laissent penser que l'unité nationale est en danger. L'école de la *threat theory* analyse la xénophobie comme le résultat de l'interaction entre des « facteurs prédisposant » et des « gâchettes situationnelles » (Sniderman, Hagendoorn, Markus, 2004), soit des situations qui menaceraient l'économie, le bien-être ou l'identité nationale.

¹ Bien sûr cette théorie est datée et fortement marquée par la psychologie américaine des années 1950. Néanmoins, on trouve encore aujourd'hui des relations fortes entre conservatisme, homophobie, vision des rôles de genre d'une part, racisme, antisémitisme et islamophobie d'autre part (Mayer, Michelat, Tiberj, Vitale, 2017).

Une affaire de cadrage

Néanmoins, ce modèle de la gâchette fait la part trop belle aux événements, sans prêter suffisamment attention à leur cadrage, au récit qu'en font les différentes responsables politiques, médiatiques et sociaux. Les attentats du 11-Septembre, par exemple, ont été interprétés différemment d'une région du monde à l'autre, selon le cadrage qui en a été réalisé. Gérôme Truc rappelle ainsi que certains médias et responsables politiques américains ont vu ces attaques comme un « nouveau Pearl Harbour » quand les médias européens adoptaient une lecture plus centrée sur les drames humains (Truc, 2016). Le cadrage est donc l'élément déclencheur des dynamiques d'opinion, pas forcément l'évènement en lui-même. De plus, il faut bien comprendre qu'un évènement ne suscite pas qu'un seul cadrage et que l'impact des différents cadrages dont il fait l'objet dépend aussi des valeurs des individus, dans une logique d'interaction.

En matière de racisme, les effets de cadrage pèsent aussi. C'est notamment ce qu'a montré Paul Kellstedt aux États-Unis (Kellstedt, 2003). Il soutient, à la suite des travaux de John Zaller (1992), que les individus sont profondément ambigus sur les questions raciales. En chaque citoyen coexistent des dispositions à l'ouverture ou à la fermeture aux autres : dans le cas américain cela implique que nombre de citoyens ont simultanément des préférences qui peuvent les pousser à favoriser l'égalité entre les Noirs et les Blancs, mais aussi le maintien des distances entre les deux communautés. La domination des unes sur les autres dépend du contexte et particulièrement de la manière dont les élites politiques racontent la diversité. Par exemple, le cadrage initié par les Républicains dans les années 1990, qui identifie les bénéficiaires de l'État-providence aux Africains-Américains et les dépeint comme des « profiteurs » du système va se retrouver par la suite dans les opinions des Américains, alors que dans les années 1960 les deux enjeux, tout comme les opinions qui s'y rapportaient, n'étaient pas liés.

Pour comprendre comment fonctionne l'effet de cadrage en matière de racisme, je me propose de revenir sur les émeutes de 2005 : d'abord en me penchant sur leur traitement par les médias et ensuite sur les manières dont elles ont été perçues par les individus. On verra ainsi que face à un cadrage principal autour des questions d'islam, certains électeurs ont suivi cette focale quand d'autres s'y sont opposés.

Les émeutes qu'a connues la France en novembre 2005 correspondent bien à la mise en branle d'une dynamique autoritaire, mais dont enclenchement s'explique avant tout par l'émergence d'un cadrage dominant et par l'écho qu'il rencontre parmi les citoyens. C'est de la cohésion de la communauté dont il s'est agi ici, de son intégrité face à des émeutes perçues et traitées par certains comme un soulèvement des banlieues. Il suffit de relire la presse nationale au long des 21 jours d'émeutes. Le terme « islam » y est mentionné 718 fois, celui d'« islamistes » 224 fois, on recense également 527 fois le terme « immigration », 86 fois « ethnique », 78 fois les termes « communautariste » ou « communautarisme » (Tiberj, 2008).

À titre de comparaison, le terme « délinquant » n'est cité que 138 fois (7 fois moins que les termes islam et islamistes), « inégalités » 182 fois (5 fois moins), « discriminations » 310 fois (3 fois moins). Dans la multiplicité des angles d'attaque dont disposaient les journalistes pour rendre compte de ces événements (faits divers, inégalités sociales, ségrégation urbaine), s'il en est un qui domine c'est bien celui mêlant islam, immigration et intégration.

Ce cadrage des événements par en haut doit être confronté à la manière dont les citoyens ont perçu et jugé ces événements. On va voir que certains citoyens se retrouvent dans le traitement médiatique des émeutes, quand d'autres y ont résisté. Pour ce faire, on va se pencher sur les résultats d'une enquête réalisée en décembre 2005 auprès d'un échantillon représentatif de Français². Ce sondage met en évidence la façon dont les opinions divergeaient sur la qualification des auteurs des violences (des jeunes ? des délinquants ? des musulmans ? des immigrés ?), des responsables immédiats de la crise (Nicolas Sarkozy ? la télévision ? la police ? les jeunes ?), des causes plus profondes de ces événements (le chômage ? le manque d'autorité des parents ? la polygamie ?) et enfin des solutions à y apporter (plus de présence policière ? plus de soutiens aux familles ou aux écoles ?) (Tiberj, 2008). 4 lectures se dégagent : une lecture sociale-multiculturelle, une lecture sociale-autoritaire, une lecture libérale-multiculturelle et une lecture de fermeture ethno-religieuse³.

Dans la lecture sociale-multiculturelle (34 % de l'échantillon), les individus concernés attribuent la responsabilité des événements essentiellement à des acteurs extérieurs aux quartiers : Nicolas Sarkozy est considéré comme responsable (69 %) puis vient la télévision (43 %) et la police (31 %). L'explication des émeutes est à chercher dans le chômage (67 %) puis dans les discriminations (37 %) et dans un contrôle parental insuffisant (33 %). On le voit, pour ces individus la lecture par le facteur religieux ou immigré est largement absente, la responsabilité étant attribuée à la société plus qu'aux jeunes. On les retrouve plutôt à gauche et chez les diplômés. Ils ont donc résisté au « bruit » ambiant.

La lecture sociale-autoritaire (11 % de l'échantillon) partage certains des traits de la précédente, mais s'avère beaucoup plus préoccupée par la question de l'intégration. En cela elle fait écho au cadrage médiatique voire, en découle en partie. Elle axe son interprétation des événements de novembre sur la question de l'économie et du social, mais aussi sur le manque de contrôle parental et sur l'immigration. Ainsi, même si Nicolas Sarkozy est toujours considéré comme le premier responsable des événements, il l'est beaucoup moins que dans la lecture sociale-multiculturelle (45 %), le deuxième élément déclencheur étant le racisme anti-Français (33 %), la télévision venant en troisième position à égalité avec les mafias et les bandes (28 %). Le chômage reste la première explication (49 %), mais il ne devance que de 6 points l'insuffisance du contrôle parental et l'immigration arrive en troisième position (21 %

² Enquête « Crise des banlieues » faite par le Service d'Information du Gouvernement avec Sylvain Brouard et Vincent Tiberj ; terrain réalisé par CSA en décembre 2005 auprès de 974 personnes.

³ Pour identifier ces lectures, j'ai procédé à une classification ascendante hiérarchique à partir de différentes questions. La procédure permet d'identifier ce qu'il y a de commun entre les individus et dès lors de les rassembler en différentes classes, selon cette proximité.

contre 7 % dans le groupe précédent). Des mesures plus autoritaires sont également approuvées : la réduction de l'immigration (81 %), ou l'expulsion des étrangers émeutiers (76 %).

La troisième lecture libérale-multiculturelle (15 % de l'échantillon) se caractérise par une vision nuancée des responsabilités entre les acteurs extérieurs et intérieurs des événements et par le souci de restaurer l'égalité des chances. Parmi les facteurs déterminants identifiés, on retrouve des similitudes avec la lecture sociale-multiculturelle : Nicolas Sarkozy (41 %) puis la télévision (31 %) et la police (29 %). Cependant près d'un quart des individus concernés mentionne aussi le racisme anti-Français. Les explications sont plus hétérogènes puisque 4 raisons viennent en tête (entre 32 et 37 %) : le contrôle insuffisant des parents, le chômage, le manque de prévention et les discriminations.

La dernière lecture est marquée par la fermeture à la diversité (40 % de l'échantillon). Elle met la question de l'intégration et de l'immigration au centre des événements de novembre. Elle se retrouve particulièrement à droite et au centre parmi les générations les plus anciennes. Elle s'avère particulièrement en phase avec le cadrage médiatique dominant. Les responsabilités sont à chercher du côté des cités plutôt que de l'extérieur : c'est d'abord le « racisme anti-Français » (41 %), puis vient la télévision (38 %), juste devant les islamistes et les mafias (35 % chacun). La première explication réside dans l'insuffisance du contrôle parental (47 %), devant le chômage (29 %), l'immigration (26 %) et l'absence de la police (24 %). Les mesures privilégiées par les personnes interrogées sont alors essentiellement répressives : la réduction de l'immigration (96 % de soutiens), le contrat de responsabilité parentale (88 %), une plus forte présence policière (87 %).

On voit donc bien qu'un événement en tant que tel ne suffit pas à entraîner une dynamique autoritaire. Pour cela il faut que des acteurs confèrent du sens à ces événements en produisant des schémas d'explication. De plus, un cadrage, aussi prégnant soit-il, ne fait pas basculer tous les citoyens dans un sens ou un autre. Même s'ils sont ambigus au sens de Zaller, certains peuvent résister. Dans le cas des émeutes, il y a bien eu un cadrage défavorable à la France de la diversité, mais certains électeurs, notamment à gauche, n'ont pas suivi cette manière de voir les choses. Pour les autres, une partie de la victoire de Nicolas Sarkozy en 2007 s'est bien jouée à Clichy-sous-Bois. Le vote pour la droite modérée a ainsi changé de nature : essentiellement fondé sur les attitudes libérales économiques entre 1988 et 2002, il se nourrit depuis lors de libéralisme économique et de conservatisme culturel, anti-immigré notamment (Tiberj, 2017). L'importance du cadrage des événements a ainsi été prouvée pour les émeutes de 2005. Que peut-on en dire maintenant pour les attentats de la période 2015-2016 ?

Attentats et dynamiques autoritaires

Les événements ne favorisent pas automatiquement la xénophobie ou l'extrême droite. Une spirale autoritaire ne se crée qu'en fonction de la manière dont les élites politiques, au sens large, construisent les récits de ces événements. C'est ce que montrent les dynamiques d'opinion des 25 dernières années.

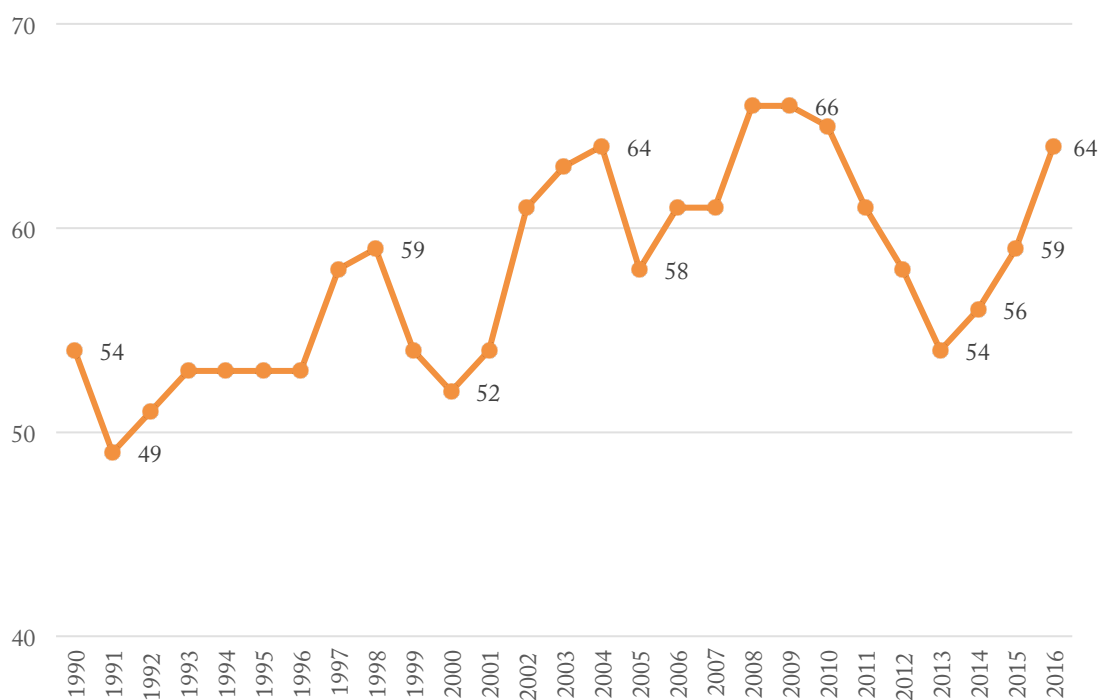


Figure 1 : L'indice longitudinal de tolérance (1990-2016)

Grâce à l'indice longitudinal de tolérance fondé sur 65 séries de questions du baromètre annuel de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), on peut mesurer les évolutions annuelles de la tolérance envers les minorités, les religions minoritaires et les immigrés depuis 1990 (Stimson, Tiberj, Thiébaud, 2009). Cet indice montre que les préjugés et la tolérance évoluent, parfois de manière brutale. Il confirme que les citoyens français, à l'instar des Américains, font preuve d'une certaine ambivalence dans leur acceptation des autres (Kellstedt, 2003). Depuis 1990, les Français ont connu la vague d'attentats islamistes du milieu des années 1990, les attentats du 11 septembre 2001, ceux de Madrid en mars 2004, ceux de Londres en juillet 2005 et, plus récemment, les différentes attaques de 2015 puis 2016. Pourtant, en 1995, 2001 et 2004, on ne constate pas de crispation raciste. Dans les deux premiers cas, l'indice de tolérance reste stable et dans le troisième, il progresse. Surtout, en 2015, entre la vague d'enquêtes de novembre 2014 et celle de février 2015, les Français redeviennent plus tolérants, et le phénomène se reproduit avec encore plus d'intensité entre février 2015 et janvier 2016. En revanche, on constate une baisse importante entre 2004 et 2005, liée aux émeutes dans les banlieues, ce qui correspond bien au cadrage identifié à l'époque.

Ce résultat est d'autant plus significatif qu'il se repère dans des strates de la population très différentes. Pour le montrer, je me suis attaché à calculer l'indice longitudinal de tolérance, mais cette fois selon la cohorte de naissance des individus, leur niveau d'études⁴ ou leur positionnement politique, trois variables qui structurent les positionnements sur les valeurs culturelles en général et sur l'immigration en particulier.

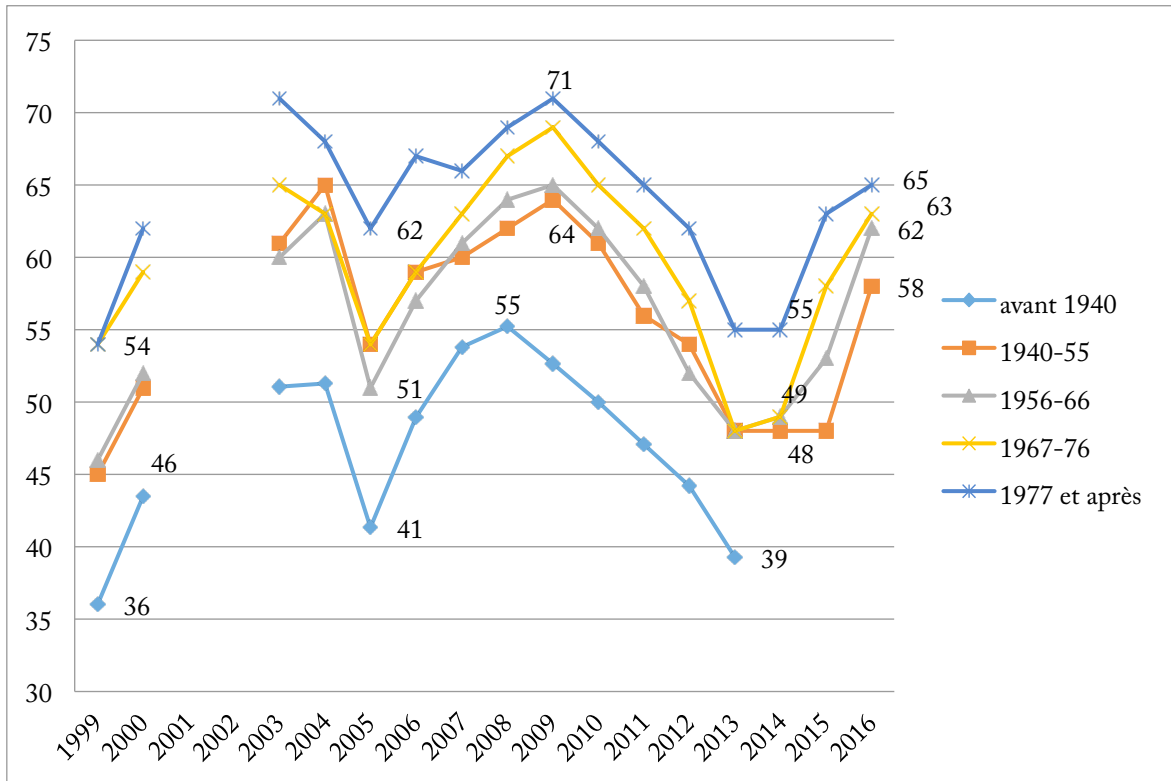


Figure 2: Les évolutions de la tolérance par cohortes de naissance

On trouve des résultats assez classiques et d'autres qui sont moins connus. D'abord le niveau de préjugés ou d'ouverture n'est pas le produit du vieillissement, mais plutôt l'écho des mondes dans lesquels les individus ont été socialisés. Ainsi on ne devient pas intolérant avec l'âge, mais plutôt parce que dans le monde et la société où l'on a grandi, certaines idées faisaient partie du sens commun, notamment des idées sur l'existence de races humaines et sur leur hiérarchie. Si les préjugés venaient avec l'âge, alors on devrait systématiquement constater une baisse de l'indice entre les années 1999 et 2009. Cela arrive effectivement à certaines périodes, mais dans d'autres, c'est à une augmentation de la tolérance qu'on assiste. Par exemple, entre 1999 et 2009, chaque cohorte a vieilli de 10 ans, pourtant la tolérance a considérablement progressé, que ce soit dans les cohortes qui comptent surtout des retraités (nés avant 1940 ou entre 1940 et 1955), des actifs (les cohortes 1956-1966 ou 1957-1977) ou des jeunes pas encore ou tout juste entrés sur le marché du travail (nés après 1977).

⁴ Pour des raisons de place les indices par niveau de diplôme n'ont pas été reproduits. Ils mettent en avant des résultats similaires à ceux des cohortes : outre que plus les répondants ont un niveau de diplôme élevé, plus leur indice sera élevé, les groupes suivent des cheminements parallèles vers plus ou moins de tolérance selon les périodes.

Chaque nouvelle cohorte est donc plus tolérante que celles qui l'ont précédée. En 1999, les personnes interrogées nées avant 1940 constituaient la cohorte la plus conservatrice avec un niveau de 36, tandis que les individus nés dans la période 1940-1966 se situaient à un niveau de 46 et ceux nés après 1967 à un niveau de 54. En 2009, au moment où l'indice atteint son record historique de tolérance, l'indice pour les individus nés avant 1940 est de 53 contre entre 64 et 65 pour les cohortes nées entre 1940 et 1966, 69 pour celle née entre 1967 et 1976 et 71 pour les individus nés après.

Au delà de ces résultats, on voit bien que l'évolution de la tolérance au sein de chaque cohorte suit des chemins parallèles, soit vers plus d'ouverture, soit vers une crispation. Par exemple, entre 2009 et 2013 l'indice a reculé de 16 points parmi les répondants nés en 1977 ou après, de même que parmi ceux nés avant 1940. Dans certains cas une cohorte est moins sensible aux effets de période, par exemple face à la crise des banlieues et au cadrage qui y a prévalu : la tolérance a reculé de 10 points parmi les interviewés nés avant 1940 et de 12 points dans la cohorte 1956-1966, mais seulement de 6 points parmi la cohorte la plus récente.

Comment ces cohortes ont-elles donc réagi aux attentats de 2015 ? Toutes se révèlent en moyenne plus tolérantes envers les musulmans, les juifs, les immigrés en janvier 2016 qu'elles ne l'étaient à l'automne 2014. Mais cette augmentation de la tolérance a obéi à une chronologie différente selon les générations. D'abord, il est frappant que les personnes nées dans les années 1967-1977 se soient retrouvées en 2013 au même niveau que les personnes nées dans les années 1940 et 1950. Même si les plus jeunes se montraient moins tolérants, la cohorte née en 1977 et après était la seule à résister relativement. Néanmoins, les individus nés entre 1967 et 1977 et leurs cadets ont été particulièrement réactifs aux événements de janvier 2015, avec une remontée marquée de leur indice de tolérance en moins d'un trimestre : +9 points pour les premiers, +8 points pour les seconds. Rappelons que ces cohortes sont aussi celles qui ont le plus manifesté en janvier, ou auraient le plus souhaité le faire (Mayer, Tiberj, 2016). À l'inverse, les baby-boomers nés dans les années 1940-1955 semblent ne pas avoir été touchés (d'ailleurs, ils sont aussi les plus opposés aux mobilisations « Je suis Charlie »), tandis que le niveau de tolérance des membres de la cohorte suivante progressait de 4 points.

On pouvait craindre que les générations se fracturent sur le sens à donner aux attentats de janvier, entre des générations anciennes traversées par des tensions xénophobes et des générations post-baby-boom moins promptes à l'amalgame et plus attachées à la diversité. Les succès électoraux du Front national en 2015 viennent peut-être pour partie de là⁵. Mais, il semble que les cohortes diffèrent dans leur réactivité aux événements. Ainsi, la tolérance des cohortes nées en 1956-1966 et 1940-1955 progresse beaucoup plus vite entre février 2015 et

⁵ Il faut rappeler que si l'on tient compte de l'abstention particulièrement élevée dans ces cohortes récentes, en calculant les scores du FN par rapport aux inscrits, ce dernier est nettement plus populaire, sur le plan national, auprès des électeurs de 65 ans et plus que parmi les 18-24 ans, aux élections départementales et régionales de 2015, comme aux élections européennes de 2014.

janvier 2016 : +9 points pour les premières, +10 points pour les secondes contre +2 points pour la cohorte née en 1977 et après et +5 points pour la cohorte de 1967-1977. Il est malheureusement impossible de dater plus précisément la période et le rythme de cette progression. On peut se demander aussi ce qui est à l'origine de cette tolérance accrue. Le débat sur la déchéance de nationalité entre décembre et janvier ? Les discours anti-FN de l'entre-deux tours des élections régionales ? La photographie du petit Aylan, le jeune réfugié syrien mort noyé en 2015 ? Tous ces éléments peuvent avoir été déclencheurs, sans que l'enquête par sondage ait pu le saisir.

Lorsque l'on s'intéresse au positionnement politique des personnes interrogées, on constate une chronologie des évolutions assez similaire à celle des générations. D'abord, les électeurs de gauche s'avèrent systématiquement plus tolérants que les électeurs se plaçant au centre, qui eux-mêmes le sont plus que les électeurs se positionnant à droite. On a même vu la polarisation entre la gauche et la droite aller croissant dans les années 2010. Cela s'explique essentiellement par la résistance des répondants de gauche à la crispation qui a marqué l'électorat français entre 2009 et 2013 : à gauche, l'indice recule de 6 points quand à droite sa chute atteint 13 points, ramenant l'indice pour ce groupe à un niveau de tolérance (ou d'intolérance) équivalent à celui de la fin des années 1990. On peut aussi remarquer qu'à la différence de la droite, la gauche avait plutôt bien résisté au cadrage dominant lors de la crise des banlieues (-3 points contre -10).

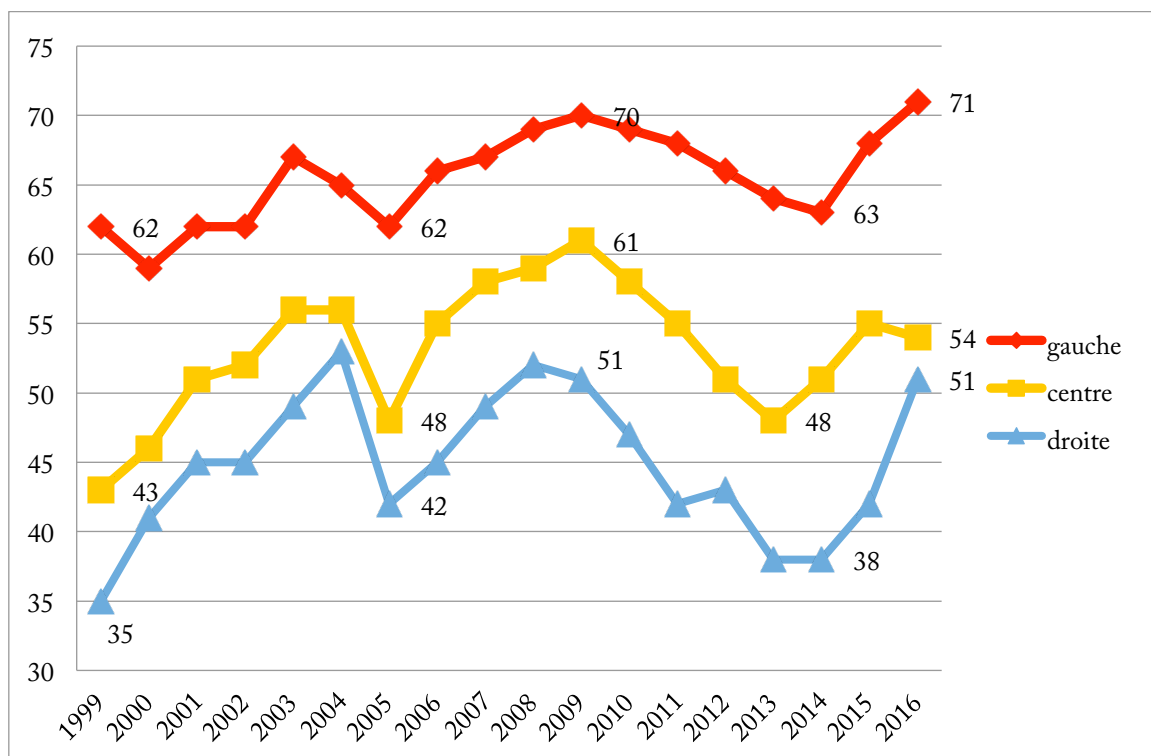


Figure 3: Les évolutions de la tolérance par positionnement politique

La gauche a été plus sensible que la droite aux événements de janvier 2015 : son indice de tolérance remonte de 6 points (contre 3 pour cette dernière) entre l'automne 2014 et février 2015. La tolérance à gauche a ainsi retrouvé un niveau équivalent à celui des années 2010 et

2011 dès mars, tandis que les électeurs de droite restaient dans des eaux particulièrement basses, comparables à celles de l'année 2000. En revanche, la droite a particulièrement progressé dans la période février 2015-janvier 2016 (+9 points contre +3 points pour la gauche et -1 point pour le centre, mais l'évolution n'étant pas significative dans ce dernier cas). Au début de l'année 2016, la gauche et la droite ont finalement retrouvé et dépassé leur record historique de tolérance de 2009. Seuls les électeurs du centre s'avèrent moins tolérants en 2016 qu'en 2009.

L'analyse de cette période révèle donc une élasticité au contexte différente selon les positionnements politiques : la gauche a plutôt bien résisté entre 2009 et 2014 dans un contexte de remontée de l'intolérance alors que la droite a été beaucoup plus mouvante. Un des enseignements de la période qui vient de s'écouler est toutefois que cette élasticité peut jouer dans les deux sens. On pouvait pointer du doigt la responsabilité de certains leaders de l'UMP dans la montée d'un climat d'intolérance durant la période 2010-2013, avec notamment le discours de Grenoble prononcé en 2010 par Nicolas Sarkozy, les propos de Jean François Copé sur le « pain au chocolat »⁶ ou les débats autour de la loi Taubira. Inversement, la remontée actuelle de la tolérance à droite pourrait résulter de certaines prises de position de personnalités politiques comme Xavier Bertrand, Alain Juppé ou Nathalie Kosciusko-Morizet, qui essayent de faire exister une ligne plus ouverte dans leur parti. Rappelons cependant que la question de l'acceptation des minorités laisse encore la droite profondément divisée, alors qu'à gauche la tolérance est largement dominante.

Conclusion

Le récit collectif est en définitive primordial si l'on veut comprendre les dynamiques d'opinion et de vote en jeu au cours de l'année 2015. Si une sortie par le haut a été possible après les attentats du mois de janvier, c'est grâce notamment aux manifestants du 11 janvier. Ces citoyens prônaient la tolérance et l'attachement à la liberté d'expression, et non le rejet de l'islam et des immigrés. L'indice de tolérance a alors progressé au sein de la population française de 2 points en 3 mois. Cela n'a pas empêché les scores importants du Front national aux élections départementales ou régionales de 2015 mais, globalement, la volonté s'est manifestée de faire démocratie ensemble, de proposer un discours et un projet porteurs d'autre chose que de méfiance.

L'élection présidentielle de 2017 confirme d'ailleurs cette tendance. Bien sûr, Marine Le Pen s'est qualifiée au second tour, mais à un ou deux points près, elle aurait pu rater la marche. Bien sûr, elle a obtenu des scores importants, mais ses 34 % au second tour tiennent aussi à la forte proportion d'abstentionnistes « par choix » et de votants blancs. Surtout, un

⁶ Un élève se serait fait « arracher son pain au chocolat par des voyous sous prétexte qu'on ne mange pas pendant le ramadan » (discours de Draguignan, 5 octobre 2012).

attentat s'est produit 3 jours avant le début du scrutin, le 20 avril. On aurait pu s'attendre à ce que le FN en profite, comme Jean-Marie Le Pen avait profité de l'agression de « Papy Voise » le 18 avril 2002. Force est de constater que les intentions de vote FN n'ont pas bougé en avril 2017, preuve que la société française ne réagit pas automatiquement à ce type d'événements par un réflexe de peur et de rejet.

Le combat pour l'interprétation des événements n'est donc jamais perdu d'avance, loin s'en faut. Encore faut-il qu'il y ait combat pour leur cadrage. De ce combat, la société française peut ressortir plus tolérante et plus ouverte.

Bibliographie:

- Adorno Theodor, Frenkel Brunswik Else, Levinson Daniel, Sanford Nevitt, *The Authoritarian Personality*, New York, Harper and Row, 1950.
- Alwin Duane, Krosnick John, « Aging, Cohorts, and the Stability of Sociopolitical Orientations over the Life Span », *American Journal of Sociology*, 97/1, 1991, p. 169-195.
- Inglehart Ronald, « Changing Values among Western Publics from 1970 to 2006 », *West European Politics*, 31/1-2, 2008, p. 130-146.
- Iyengar Shanto, Kinder Donald, *News that Matters: Television and American Opinion*, Chicago, The University of Chicago Press, 1987.
- Kellstedt Paul, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.
- Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale, « Evolutions et structure des préjugés : le regard des chercheurs », in CNCDH, *La lutte contre le racisme et la xénophobie. 2015*, Paris, La Documentation Française, 2017, p. 63-140.
- Mayer Nonna, Tiberj Vincent, « Who Were the “Charlie” in the Streets? A Socio-Political Approach of the January 11 Rallies », *International Review of Social Psychology*, 29/1, 2016.
- Sniderman Paul, Hagendoorn Look, Prior Markus, « Predisposing Factors and Situational Triggers : Exclusionary Reactions to Immigrant Minorities », *American Political Science Review*, 98/1, 2004, p. 35-49.
- Stenner Karen, *The Authoritarian Dynamic*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.
- Stimson, James, Tiberj, Vincent, Thiebaut, Cyrille, « Le mood, un nouvel instrument au service de l'analyse dynamique des opinions : application aux évolutions de la xénophobie en France (1999-2009) », *Revue Française de Science Politique*, 60/5, 2010, p. 901-926.

- Tiberj Vincent, *La crispation hexagonale : France Fermée contre France plurielle, 2001-2007*, Paris, Plon, 2008.
- Todd Emmanuel, *Qui est Charlie? Sociologie d'une crise religieuse*, Paris, Seuil, 2015.
- Tourangeau Roger, Rasinski Kenneth, Bradburn Norma, D'Andrade Roy, « Carryover Effects in Attitude Survey », *The Public Opinion Quarterly*, 53/4, 1989, p. 495-524.
- Truc Gérôme, *Sid rations : une sociologie des attentats*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016.
- Zaller John, *The Nature and Origins of Mass Opinion*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

Publié dans lavedesidees.fr, le 6 juin 2017.